



## L'Union Européenne et la France : un destin commun !

### 1° Ce que nous apprend notre histoire

La création de l'Union Européenne est le fruit d'une démarche historique. La France y a joué un rôle fondateur, d'abord pour reconstruire d'un même mouvement nos pays, qui s'étaient déchiré et ruinés à 2 reprises en moins de 30 ans, puis partager leurs ressources, leur culture, des institutions démocratiques et une perspective commune de développement économique et humain. Ce projet politique portait plusieurs perspectives possibles différentes, entre fédéralisme et constitution d'un grand marché livré aux règles de la concurrence, oscillant selon les périodes de l'une à l'autre : de la Communauté Economique Européenne à l'Union Européenne avec le traité de Maastricht (1993) et à la création de l'euro (1999). Ce « marché commun » des années 50/60 produit un espace d'échange unique avec ses règles et la libre circulation des biens et des personnes. Puis il est accompagné de nombreuses politiques dans les domaines, culturels, éducatifs, de la santé et de l'écologie qui, au delà des règles communes du marché et de la finance, dessinent une autre idée ou volonté que celle de la bonne économie et du bien être matériel.

Désormais, cet esprit initial des chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates fondateurs de l'immédiat est confronté à une extraordinaire variété de nuances idéologiques, d'intérêts nationaux et matériels :

L'adhésion de la Grande Bretagne (1973) a profondément perturbé le projet initial<sup>1</sup>, cherchant à limiter cette construction aux aspects économiques et financiers dans une perspective de « libéralisme », approfondie par le passage de Mme Thatcher.

Avec l'élargissement de l'espace unique européen, réunification de l'Allemagne (1991) et nouvelles adhésions, l'Europe est passé de 6 à 28 Etats membres, avec des histoires, des degrés de développement, des cultures politiques et des objectifs différents d'un Etat à l'autre.

Sa puissance dans le monde<sup>2</sup> est confrontée aux USA, aux nouvelles puissances et pays émergents, au développement du capitalisme financier et des technologies de toutes sortes qui rompent l'homogénéité de l'espace économique de chaque pays au profit d'immenses marchés et de concurrences brutales. Une situation politique très perturbante, aggravée par la conscience seulement partielle d'une « citoyenneté européenne », selon l'histoire des peuples et des pays membres.

Le modèle économique et social est profondément mis en cause par la crise de 2008, mais aussi par la foudroyante avancée des modifications technologiques, des modes de production et de la mise en évidence, désormais brutale, du risque écologique pour la planète. L'exigence se dessine d'une transition : nous avons du mal à penser concrètement sa mise en œuvre.

La crise de 2008 et ses conséquences, notamment en Grèce, puis celle des « migrants », renforcent la montée d'une méfiance face à cette Union dont l'opinion publique perçoit mieux les dégâts que les acquis et qui remodèle puissamment la carte de vie de nos pays. Nous sommes maintenant face au « Brexit », décision de la Grande Bretagne de sortir de l'Union votée par referendum. Elle est « à l'aise » dans la

---

<sup>1</sup>La Grande Bretagne ne s'est pas associée à plusieurs traités qui ont suivi la création de l'UE.

<sup>2</sup> Qui ne résulte pas d'un pouvoir politique unique, mais d'accords négociés entre les 28...

mondialisation néo-libérale dont elle tire profit dans le grand marché, notamment grâce à sa position hors de l'euro et à la puissance de la place financière de Londres. Pour faire image un peu brutalement : l'objectif anglais du Brexit est de rester dans l'espace de marché européen pour en tirer parti sans en assumer les contraintes : c'est au fond l'exact contraire du projet des fondateurs de l'Union qui visait un co-développement dirigé et partagé et non un club d'Etats associés à minima selon leurs intérêts.

## 2° Aujourd'hui : l'ampleur des enjeux

De fait, les institutions européennes sont un lieu de débat et de pouvoir décisif pour notre avenir. Elles pèsent lourd pour les centaines de millions de citoyens de 27 pays face au enjeux de l'époque :

- écologie -santé de la planète-,
- développement économique - régulation de la concurrence internationale,
- maîtrise et partage des révolutions technologiques en cours
- promotion de l'intelligence collective et des cultures des pays membres
- garantie des Droits de l'Homme

Prenons acte de ces réalités : la France a une grande histoire et de grands atouts, mais à l'échelle du Monde, de la Planète telle qu'elle est, notre pays et l'Union Européenne ensemble ont besoin l'une de l'autre, vivantes et démocratiques, pour se protéger, pour renforcer et donner les chances à un renouveau démocratique, économique, social et culturel à tous.

**Des nouvelles donnes ?** Sans noircir le tableau, rappelons brièvement :

La montée des tensions politiques, les affrontements militaires ou politiques et les batailles économiques entre les espaces économiques concurrents sur tous les continents.

La domination d'une économie capitaliste débridée, dans laquelle financiers et grands groupes cherchent à imposer leurs lois et intérêts, des manières de vivre insoutenables dans une Planète menacée à terme par une sorte de crash écologique.

Etats et populations sont tentés de céder tant à la facette brillante d'un mirage économique qu'à la volonté de se replier sur une défense limitée à des frontières qui ne sont en rien un obstacle à une concurrence féroce et mortifère.

*La nouvelle économie numérisée* met en cause en tous domaines notre manière de vivre ensemble, Elle pose de manière aigüe la question du travail, fondement de notre société, à présent rongée par la question de l'accès à l'emploi, et d'un chômage qui creuse les inégalités sociales.

## 3° Et sur la scène politique

Cette « scène » n'est pas un théâtre mais un des lieux majeurs de ces enjeux, de notre avenir.

**La montée du « populisme »**, maladie épidémique en Europe, nous frappe. Le repli dans nos frontières, le marchandage d'intérêts d'Etat à Etat jouent sur la peur des riches, et aussi des autres : il y a toujours plus pauvre que soi. Et l'enjeu du rejet des migrations et de l'étranger parmi nous vient au secours ce ceux qui, à droite ou à gauche, pensent qu'il faut y mettre fin pour *nous* préserver.

**Les tensions militaires** sont partout dans le Monde : les USA s'éloignent des positions, nées après 1945, pour jouer en solo, usant de leur puissance financière et militaire. La Chine, la Russie et d'autres « grands » jouent un jeu à l'opposé de notre Union, tant avec des moyens financiers que militaires (cf la Syrie) ou un expansionnisme quasi colonial en Afrique, etc.

**L'émergence de la « société civile »** ouvre, cependant, des formes d'expression politique, sur des revendications et objectifs nouveaux. Elles mettent en question la notion

traditionnelle de politique, le rôle des partis et les jeux de pouvoirs qui déstabilisent, en bien comme en mal, le fonctionnement de notre société. Quelle place, entre les enjeux individuels et/ou collectifs ? Quelles formes intermédiaires pour dire et agir à l'échelle du Monde ?

Quelle est la place de notre club dans cette nouvelle configuration de *la politique*, mot souvent banni et réalité certaine pour autant ?

#### **4° L'Europe n'est pas le problème : elle sera la solution si nous le voulons.**

Notre histoire est riche mais ne nous garantit en rien pour l'avenir. Il nous appartient de décider de la manière dont nous ferons face. Forte dans l'UE, la France n'est pas réduite à l'impuissance, grâce à son histoire, sa culture, sa capacité à innover. Elle a un potentiel économique parmi les dix premiers du Monde dans une Europe très diverse avec laquelle nos intérêts, notre culture sont proches, au regard de la Planète,

Sans parler de tout, rappelons-nous :

**L'avenir écologique** est en partage sur toute la terre, la mer, et dans l'espace. Il ne servirait à rien de réglementer « chez nous » tandis que d'autres feraient le contraire : les exemples ne manquent pas, du glyphosate, à la pollution des eaux, de l'atmosphère. L'appui de l'UE est indispensable.

**Les migrations** sont un phénomène mondial. Elles ne se limitent pas à l'accueil ou au rejet des migrants : nous ne pourrions durablement protéger notre espace (dans toutes ses dimensions) sans trouver les politiques, les modes d'action permettant des progrès économiques et sociaux partout dans le Monde, et faire baisser la pression migratoire dans un esprit de justice et d'humanité.

**L'Euro** : du « Franc », jadis monnaie de notre pays, à l'Euro, monnaie d'une large majorité des populations de l'UE, s'est ouvert un très large espace de progrès social autant qu'économique... Ce progrès n'efface pas les différences, les rivalités historiques, l'attachement au pays, à la langue et la culture. Mais il nous donne des moyens pour progresser ensemble sur le plan économique. Les institutions fondatrices de l'euro sont certes critiquables, mais elles sont un instrument majeur pour une action commune.

Les chantiers européens sont devant nous. Nous devons en assumer la responsabilité !

#### **Pour une Europe démocratique, un avenir partagé dans l'Union**

C'est un développement partagé qui ouvrira sur des solutions humaines pour éviter les multiples chaos qui poussent les migrants à quitter leurs pays !

C'est aussi un des lieux de l'alternative aux batailles de frontières et de misères. Les conflits sur les traités, leur application et les décisions « de Bruxelles » sont inévitables. Leur issue dépend de notre capacité à expliquer, mobiliser contre des choix dictés par les puissances de « la finance » et leurs intérêts, en France et partout dans le Monde.

La démocratie que nous revendiquons est une exigence dans notre pays. Elle l'est tout autant à l'autre échelle, celle de l'UE. Les élections du printemps prochain sont, à cet égard très importantes. Et pour faire un choix, il faut hausser notre regard sur les institutions européennes : avoir à l'esprit le « jardin » de notre pays, nos intérêts, nos sensibilités, nos projets et aussi celui de notre Europe, à qui nous avons certes beaucoup donné mais aussi dont nous avons beaucoup reçu.